

Discours de Bruno Le Maire devant les acteurs économiques

Haute-Savoie, le jeudi 24 août 2023

Je suis très heureux de vous retrouver en Haute-Savoie, une terre où on sait prendre de la hauteur.

Terre d'industrie, terre d'innovation, terre de travail et terre de traditions également. En bref, ce que nous voulons pour la France.

Je commence ce discours en vous donnant un motif de fierté : Nos résultats économiques sont en béton armé.

Depuis 2017, notre croissance cumulée a été supérieure à celle de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne.

Depuis 2017, nous avons réussi à créer deux millions d'emplois. Nous approchons du plein emploi.

Nous sommes devenus la nation la plus attractive en Europe pour les investissements étrangers. Qui aurait parié un euro sur le fait que la France devienne la première place financière de l'Union européenne, avec 5 500 emplois relocalisés de Londres à Paris ?

Qui aurait pensé que nous redeviendrons une nation innovante avec plus de 2 500 startups de la *deeptech* ?

Nous avons ouvert 300 usines, nous avons créé 100 000 emplois industriels. Nous avons stoppé le mouvement de délocalisation le plus brutal de tous les pays de l'OCDE depuis 30 ans. Nous avons lancé la réindustrialisation de la France.

Nous reprenons notre destin en main.

Nous redevenons la nation des possibles.

Assez avec le pessimisme, assez avec le dénigrement national. Place à la fierté collective.

Car ces résultats, ce sont les vôtres.

Ces résultats, ce sont les résultats des salariés, des entrepreneurs, des PME, des TPE, des artisans, des commerçants, des restaurateurs, des agriculteurs, des grandes entreprises, des ETI, des hommes et femmes de culture qui font rayonner notre pays à travers le monde.

Mais ... Permettez-moi de penser aussi que ces résultats peuvent tenir un chouilla à la politique économique que le président de la République a mis en place depuis 2017. Ces résultats sont le produit des choix fondamentaux que nous avons eu le courage de faire : baisser la fiscalité sur le capital, baisser les impôts, revaloriser le travail, développer l'apprentissage, favoriser l'intelligence et l'innovation.

Quand il a fallu vous protéger, nous avons également été là. Face à la crise économique la plus grave depuis 1929, nous avons déployé un arsenal de mesures sans équivalence dans notre histoire économique : les PGE, une dette commune européenne, le chômage partiel, le fonds de solidarité. Nous avons évité la faillite et la flambée du chômage : nous devons aussi en être fiers.

La crise est derrière nous, les années de reconquête sont à nouveau devant nous. Nous reprenons le fil de notre politique économique.

Alors j'entends la petite musique qui expliquerait que nous renoncerions à notre politique de l'offre.

Mais pour quelle autre politique ? Celle du matraquage fiscal des entreprises, qui conduit en général au matraquage fiscal des ménages ? Certainement pas. Celle du moins de travail et plus de dette ? Certainement pas non plus. Celle de la culpabilisation des

entrepreneurs, des créateurs de richesses, de nos grands champions nationaux ? Encore moins.

Je veux donc rassurer tous ceux qui nous soutiennent depuis six ans et qui accompagnent nos efforts de transformation de l'économie. Vous pouvez compter sur nous.

Nous ne dévierons pas de la seule politique économique qui a donné les meilleurs résultats que la France a connu depuis 40 ans.

Nous maintiendrons donc la politique de l'offre.

Nous continuerons à valoriser le travail, l'esprit d'innovation, et l'esprit de conquête.

Je crois à la persévérance. La persévérance veut dire la clarté dans les choix. La persévérance veut dire la constance dans la politique.

La persévérance veut dire la capacité à décider en fonction des seuls intérêts supérieurs de la nation.

Nous continuerons à baisser les impôts sur les ménages. Nous continuerons à baisser les impôts sur les entreprises.

Nous tiendrons notre engagement de baisse d'impôts des ménages de 2 milliards d'euros.

J'entends les craintes des entrepreneurs, elles sont infondées : je veux rappeler que je me suis battu dès 2018 pour baisser les impôts de production au nom de la défense de notre industrie.

Je veux rappeler que tous nos engagements fiscaux ont été tenus, de la suppression de la taxe d'habitation et de la redevance télé à la baisse de l'IS, en passant par le prélèvement forfaitaire unique à 30% et la baisse de l'impôt sur le revenu.

Je veux rappeler que nous avons déjà baissé de 14 milliards les impôts de production !

Mon engagement est donc clair : la CVAE sera définitivement supprimée en 2027. Nous poursuivrons la baisse de cet impôt dès le PLF 24.

Notre politique de réduction de la pression fiscale sur les ménages comme sur les entreprises est à la fois un acquis financier pour les ménages, un acquis économique pour les entreprises et un acquis politique pour notre majorité. Il est exclu de revenir dessus.

1. **Dans l'immédiat**, la priorité reste le combat contre l'inflation. Je veux ici rappeler que l'inflation n'est pas un problème français mais un problème mondial.

L'Europe a connu la crise inflationniste la plus grave depuis les années 70. Les prix de l'électricité et du gaz ont explosé partout dans les pays européens, sauf dans un pays : la France. Car nous avons pris des décisions fortes pour protéger nos compatriotes de la flambée des factures de gaz et d'électricité.

J'avais indiqué que l'inflation commencerait à ralentir à l'été 2023. Nous y sommes. Les chiffres de l'INSEE confirment que l'inflation a commencé à ralentir cet été.

Pour autant, il y a loin de la vérité des chiffres à la réalité du portefeuille et du quotidien.

Avec la ministre Olivia Grégoire, nous réunirons la semaine prochaine les distributeurs et industriels pour faire un nouveau point sur la lutte contre la vie chère. En cette période de rentrée, nous rendrons également public dans les prochains jours les chiffres de l'enquête de la DGCCRF sur les prix des fournitures scolaires.

2. Pour l'année 2024, nous renforcerons les fondamentaux de notre politique économique autour du travail, de l'industrie et des finances publiques.

Le travail

Le travail restera la valeur cardinale de notre politique économique, car aucune grande nation ne peut défendre son rang sans travail. Le sentiment de déclassement qui habite beaucoup de nos compatriotes est avant tout le produit de la dévalorisation du travail des dernières décennies.

Toutes les lubies du retour à la retraite à 60 ans et du travailler moins ont conduit à notre appauvrissement collectif. « Travailler moins et redistribuer plus » ce sont ces slogans des années 80 qui ont mis la France dans le mur. La solidarité oui, la gratuité de tout sur le dos de ceux qui travaillent, comme horizon ultime de politique publique, certainement pas.

Avec la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage, nous avons enfin pris un chemin inverse.

Nous avons réussi à passer en 6 ans de 9 % à 7 % de taux de chômage. Mais le plus difficile est devant nous : passer de 7 à 5 % pour atteindre le plein emploi que notre pays n'a pas connu depuis 1973.

Parvenir au plein emploi ne se fera pas sans mesure forte en rupture avec des politiques qui visaient avant tout à accompagner le chômage de masse.

Nous poursuivrons donc la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage, nous accompagnerons les personnes les plus éloignées de l'emploi, nous continuerons de développer l'apprentissage.

Mais nous devons aussi nous assurer que partout et à tout moment le travail reste plus attractif que les transferts sociaux. Voilà le point décisif.

Nous devons nous assurer que notre modèle social est un filet de sécurité et non une trappe à inactivité.

Je le répète : il faut que le travail paie. Je veux remercier les entreprises qui devraient augmenter de plus de 5 % les salaires cette année. Je

veux rappeler mon mot d'ordre de 2022 : toutes les entreprises qui le peuvent doivent augmenter les salaires.

Je veux également redire à quel point je crois dans le partage de la valeur. Nous pouvons être fier de l'accord qui a été conclu entre les partenaires sociaux. Notre économie crée de la richesse, les entreprises créent de la valeur et nous n'encourageons pas sa taxation mais son partage. La prime Macron a été un immense succès, avec une prime moyenne de 800 euros pour 6 millions de salariés.

Mais n'en restons pas là. La question de l'actionnariat salarié est une question majeure. Travaillons à son développement dans les mois qui viennent.

Enfin, le travail dépend aussi de la simplification de la vie des entrepreneurs des TPE et PME ainsi que les indépendants.

Nous avons déjà fait beaucoup avec la loi PACTE. Nous pouvons aller plus loin. Nous lancerons avec Olivia Grégoire des Assises de la simplification pour les TPE/PME dans les trois mois qui viennent.

Moins de normes, moins de règles, moins de contraintes : cela ne coûte rien, mais cela peut rapporter beaucoup.

L'industrie et la souveraineté économique

Le combat pour l'industrie est la mère de toutes les batailles. C'est l'industrie qui fera à nouveau de la France une nation de production.

Le plus grand scandale économique que notre pays ait connu depuis 30 ans, c'est la vague de délocalisations qui nous a fait chuter la part de l'industrie 20 à 10 % dans notre PIB. Avec Roland Lescure, nous sommes totalement déterminés à remonter cette part à 15 % du PIB d'ici 15 ans.

Nous prendrons tous les textes d'application dans les 6 mois qui suivent l'adoption définitive du projet de loi industrie verte.

Nous continuerons à travailler sur un meilleur fléchage de l'épargne vers l'industrie et l'investissements.

Nous protégerons nos intérêts stratégiques. Nous avons examiné 325 dossiers au titre du contrôle des investissements étrangers en France en 2022 contre 137 en 2017. Nous renforcerons de nouveau le dispositif IEF en 2023 :

- Nous avons déjà pérennisé la baisse du seuil de déclenchement du contrôle IEF lors d'une prise de participation par un investisseur non européen dans une entreprise cotée à 10% au lieu de 25%.
- Nous élargirons les secteurs éligibles au contrôle, notamment les activités d'extraction et de transformation de matières premières critiques. Ces secteurs sont devenus décisifs pour la souveraineté du pays et notre secteur industriel.
- Nous étendrons le contrôle aux succursales françaises d'entreprises étrangères, afin d'éviter d'éventuels contournement du contrôle IEF.

Les finances publiques

Il ne peut pas y avoir de nation indépendante sans des finances publiques saines.

J'ai annoncé l'accélération du désendettement de la France, nous tiendrons cet objectif avec le président de la République et la Première ministre.

Oui, cela suppose des décisions difficiles et courageuses. Des décisions dans lesquelles l'Etat doit évidemment être exemplaire.

La réduction de la dépense publique, cela doit commencer par la réduction des dépenses de l'Etat.

Nous annulerons 5 milliards de crédits de l'Etat en 2023.

Nous irons chercher 1 milliard d'euros de trésorerie chez les opérateurs.

Nous confirmerons les économies annoncées sur le Pinel et sur la politique de l'emploi.

Nous sortirons des boucliers électricité et gaz.

Au total, cela nous permettra de faire baisser les crédits de l'Etat entre 2023 et 2024 de 5 milliards d'euros, au moins.

Nous devons en parler rapidement et ouvertement avec les oppositions. Dès les jours qui viennent, je consulterai avec Thomas Cazenave toutes les oppositions sur le projet de loi de finances pour 2024. Je serai heureux de reprendre toutes les propositions qui iront

dans le sens de la réduction de la dépense publique et de la meilleure efficacité de nos services publics.

Pour ce qui est de la revue des dépenses publiques, qui a montré son efficacité, nous les poursuivrons en continu, avec dès la rentrée une dizaine de nouvelles revues. Je rendrai public les résultats détaillés des 6 précédentes revues au cours du mois de septembre.

Par ailleurs, quand on rétablit les finances publiques, on doit s'assurer que chacun paie ce qu'il doit à l'Etat. C'est une question d'autorité, c'est une question de justice.

A ce titre, j'ai chargé Thomas Cazenave de mettre en œuvre le Plan de lutte contre les fraudes fiscales, sociales et douanières présenté avant l'été par Gabriel Attal. Ces mesures seront intégrées aux différents textes financiers de l'automne lorsqu'elles nécessitent une traduction législative.

Par ailleurs, nous améliorerons en profondeur et dans les meilleurs délais le recouvrement des amendes.

Comment accepter que seul un tiers des amendes forfaitaires délictuelles fasse l'objet d'un paiement effectif ? Les délinquants

doivent être poursuivis et frappés au portefeuille lorsqu'ils ne paient par leurs amendes.

En conséquence, nous réorganiserons la chaîne de traitement des amendes en favorisant le paiement des amendes le plus tôt possible et en fiabilisant les informations qui remontent à la DGFIP pour qu'elle puisse sanctionner sans délais les défauts de paiement.

3. Enfin, la France doit retrouver une capacité à se projeter sur le long terme.

Nous sommes redevenus la nation des possibles. Nous devons porter une ambition collective de long terme : devenir la première économie verte à horizon 2040 en Europe.

Chacun doit prendre conscience du moment historique dans lequel nous vivons. Un moment de bascule comme on en connaît un par siècle. Toutes les chaînes de valeur ont été bouleversées par la crise du covid. Chacun veut produire davantage chez soi, chacun veut avoir accès aux technologies de pointe. Par ailleurs, la transition écologique provoque des besoins en investissements et en innovation comme il en arrive une fois par siècle.

Cette rupture historique est une chance pour la France. Elle nous donne l'occasion unique de rattraper, par notre savoir, par notre science, par nos investissements, le retard que nous avons pu prendre par rapport à d'autres grandes nations industrielles.

Prenez l'exemple des batteries électriques : nous n'en produisons pas une seule il y a trois ans, et nous allons devenir l'un des premiers producteurs de batteries électriques en Europe. Prenez les semi-conducteurs, nous avons eu un investissement majeur de Global Foundries à Crolles avec STMicroelectronics. Prenez l'électrolyse pour la production d'hydrogène, nous avons aujourd'hui un champion mondial avec Air Liquide et de multiples PME innovantes capables de nous faire réussir dans ce domaine.

Nous avons tous les instruments pour être une des grandes puissances innovantes et vertes du XXIème siècle.

De la même façon que l'Europe avait inventé un modèle social à la fin du XIXème siècle, l'Europe au début du XXIème siècle doit inventer un modèle de décarbonation dont la France doit être leader.

Pour cela, la première condition est la formation et l'éducation. La transformation de notre économie ne pourra se faire que si nous

avons les talents et les compétences nécessaires. Nos jeunes doivent être suffisamment formés et les secteurs d'avenir de l'industrie doivent être plus attractifs, en particulier pour les jeunes femmes. Cela nécessite de former plus et de former mieux.

Nous augmenterons massivement le nombre d'ingénieurs formés chaque année d'ici la fin du quinquennat. Nous doublerons le nombre d'écoles de production. Nous informerons les jeunes sur les métiers d'avenir et sur leur rémunération. C'est l'objet de la plateforme inserjeune/inser-sup qui permettra dès 2024 de donner le taux d'emploi et à terme le salaire à la sortie de chaque formation. Nous renforcerons la découverte des métiers dès la 5ème en mobilisant les entreprises.

Nous devons relever notre niveau d'ambition sur le niveau scolaire des Français, en particulier en mathématique, et remonter la pente du classement PISA. Nos résultats sur le classement de Shanghai, en particulier pour l'université de Saclay, montre que c'est possible.

La deuxième condition est de disposer d'une énergie décarbonée à prix le plus bas possible. Le nucléaire est un atout stratégique majeur de la France. Nous nous sommes donnés les moyens de réaliser les 6 nouveaux EPR annoncés par le Président dans les meilleurs délais.

Nous continuerons le combat européen pour la réforme du marché européen de l'énergie.

Nous ne cesserons de faire comprendre à nos partenaires que la décarbonation de notre économie ne peut pas passer uniquement par la sobriété et les énergies renouvelables mais doit reposer aussi sur une énergie nucléaire de nouvelle génération.

La troisième condition, c'est de poursuivre nos travaux en faveur du leadership technologique de notre pays, notamment sur des sujets aussi structurants que l'intelligence artificielle ou le quantique.

Le Plan France 2030 constitue déjà un formidable outil en la matière. Mais nous devons aller au-delà pour reprendre un temps d'avance face aux bouleversements économiques que ces technologies produiront. Dans le prolongement des décisions du Président de la République à Vivatech, j'ai proposé à la Première ministre que mette en place un conseil stratégique sur l'intelligence artificielle générative.

Il aura vocation à nous assurer que nous maintenons notre leadership technologique sur le sujet et que nous examinons toutes les mesures nécessaires pour qu'en matière d'infrastructures, de calcul, d'accès

aux capacités de calcul, d'accès aux données, d'offre de services et de formation la France dispose de tous les instruments pour développer une filière de rang mondial.

Ce conseil stratégique fera également des recommandations sur les enjeux d'éthique et de régulation, y compris s'agissant des métiers de la création, qui pourront ensuite être portées au niveau européen et international.

Enfin, pour devenir la première puissance économique verte en Europe, nous devons accélérer la décarbonation de notre industrie. Tous les grands sites industriels et beaucoup de PME ont commencé à le faire.

Mais soyons lucides : décarboner ne suffira pas, il faut aussi nous adapter.

Les enjeux économiques de l'adaptation au changement climatique sont considérables.

Prenez le secteur des assurances : l'assurance est là pour protéger contre les risques éventuels, pas pour protéger contre les risques certains. Et hélas, les sécheresses, les inondations, les tempêtes, sont devenus des risques certains.

Nous avons confié une mission avec Christophe Béchu sur ce sujet à des scientifiques et des assureurs. Je souhaite faire la même chose sur tous les secteurs de notre économie pour adapter sans délais notre outil de production économique et nos infrastructures à la réalité du réchauffement climatique.

Faire de la politique, cela suppose un bon équilibre entre le rêve et la lucidité.

Notre rêve est de freiner le réchauffement climatique, la lucidité commande de nous y adapter sans délai.

Cela vaut pour le changement climatique, cela vaut aussi plus largement pour tout engagement public : beaucoup de rêve, une bonne dose de lucidité.

Voilà ma ligne de conduite.

Elle doit tous nous amener à reconnaître une chose simple : la France est un pays exceptionnel, dont l'avenir est, j'en suis certain, aussi prometteur que son histoire est riche.

Continuons à nous réinventer comme nous avons su le faire depuis six ans.

Nous en tirerons tous le meilleur.

Merci.